Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2020)

Heft: 2311

Artikel: Fragilité psychique et suicide, les revers du virus : la situation de crise sanitaire pèse sur les gens de manière plus ou moins violente : l'aide et la solidarité s'organisent

Autor: Hamiche, Chimelle

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024193

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

dans la liste des indicateurs de liberté figure aussi bien l'étendue des droits politiques des étrangers que la fréquence des radars fixes, la protection des non-fumeurs ou l'interdiction de certaines races de chiens.

Bref cette liste mélange les pommes et les poires, et elle privilégie la liberté des uns – les conducteurs téméraires, les fumeurs, les détenteurs de canidés – au détriment de celle des autres. Quand cette même liste ne fait pas référence à un passé révolu, lorsqu'elle considère l'exigence de juges professionnels comme une restriction de la liberté des personnes aptes à exercer cette activité.

Le choix des indicateurs et le sens qui leur est donné par rapport à la liberté montrent que cette dernière ne peut résider que dans les mécanismes du marché. Une charge fiscale modérée, une quote-part de l'État modeste, une fonction publique aux effectifs réduits tout comme de faibles investissements publics dans le logement favorisent un marché libre, donc la liberté des agents économiques.

Échelle qui confine à l'absurde

avenir suisse devrait actualiser ses connaissances économiques. L'appréciation de ces indicateurs sur l'échelle de la liberté implique de déterminer la qualité de l'action publique. Des impôts utilisés de manière optimale et une fonction publique compétente fournissent des prestations indispensables à l'exercice de la liberté individuelle et au fonctionnement efficace du marché.

Juger tous les cantons à la même aune aboutit à des jugements absurdes. Si la décentralisation peut se révéler justifiée pour de grands cantons à la géographie diversifiée et garantir des espaces d'autonomie, elle n'a guère de sens pour les cantons-ville de Bâle et Genève.

Limité à des indicateurs quantitatifs et disparates interprétés à la seule lumière de l'idéologie libérale, le classement via l'indice de liberté d'*avenir suisse* n'apporte aucune information significative. Tout au plus permettra-t-il à des rédactions en mal de copie de boucher quelques trous et d'imaginer un titre aussi aguicheur que trompeur.

Fragilité psychique et suicide, les revers du virus

La situation de crise sanitaire pèse sur les gens de manière plus ou moins violente. L'aide et la solidarité s'organisent

Chimelle Hamiche - 19 décembre 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/38072

En Suisse, deux à trois personnes se suicident chaque jour (en dehors du suicide assisté). Deux à trois décès, c'est peut-être moins *«choquant»* que le nombre de cas testés positifs au Covid-19 ou de ceux qui en meurent. Pour autant, les tendances suicidaires augmentent, et particulièrement chez les adolescents et les seniors.

Les statistiques officielles relatives à la cause des décès en Suisse ne révèlent pas d'augmentation des taux de suicide due au coronavirus. Pourtant, l'Office fédéral de la santé publique reste vigilant et des mesures ont été prises par différents acteurs publics. Pour leur part, des organisations telles que La main tendue et Stop suicide craignent une accentuation du phénomène due à la situation sanitaire et à ses conséquences – distanciation sociale et crise économique.

Facteurs de risque

Perte d'emploi, précarité, impression de

difficulté d'accès aux soins, isolement, indifférence de l'entourage… autant de contrecoups de la pandémie. Le confinement, ou plutôt semi-confinement en Suisse, a beaucoup pesé sur la santé psychologique individuelle.

Dans les médias et dans le discours politique, ce sont surtout les aspects économiques qui dominent. La santé psychique serait-elle taboue ? En tout cas, la fragilité reste un sujet en retrait au sein de sociétés où les modèles de réussite sont principalement considérés. Dans l'imaginaire collectif individualiste, son aspect fatal, le suicide, est associé à l'échec.

Or les pensées négatives, tout comme le virus, peuvent, à divers degrés, toucher n'importe quel profil sociologique. Cependant, le confinement affecte particulièrement les plus de 65 ans et les jeunes.

En avril dernier, lors de la première vague, Roland Grunder, coprésident du Conseil suisse des aînés, expliquait que la détresse mentale accrue chez les seniors résultait du sentiment d'être extraits de la société. Aussi, la fermeture des structures d'accueil a-t-elle accentué ce sentiment.

Parallèlement, les professionnels de la santé s'inquiètent de l'augmentation des situations de crise chez les enfants et les adolescents. Des parents à bout, la perte de contact physique avec les amis et les camarades ou le lien difficilement maintenu avec les enseignants constituent des facteurs déstabilisants pour les jeunes. Alain di Gallo, directeur de la clinique pour enfants et adolescents de Bâle, est d'ailleurs intervenu à plusieurs reprises pour souligner qu'il *«n'avait jamais vu une telle augmentation des demandes de traitements stationnaires et ambulatoires»*.

Symptômes *«normaux»*

Dans ce contexte incertain qu'on ne cesse de qualifier d'*«anxiogène»*, les chiffres ne sont pas forcément parlants, car mal-être ou idées noires, sont difficilement quantifiables et qualifiables. Toujours est-il que les Hôpitaux universitaires de Genève ont lancé début novembre une campagne de prévention: *«Où que tu sois, on entend ton appel»*.

Et, que ce soit par l'intermédiaire d'institutions publiques ou d'associations comme La main tendue, Stop suicide, Pro Juventute, la Caravane de solidarité, le Mouvement Scout de Suisse ou les infirmiers et intervenants à domicile, un important travail préventif et de soutien est réalisé. Par ailleurs, individuellement, d'innombrables personnes qui partagent les mêmes préoccupations agissent auprès de leur voisinage.

Détresse psychique et anxiété ne sont ni honteuses ni manifestations d'échec, mais des symptômes *«normaux»* dans une situation extraordinaire.

Transports publics et voiture… What else ?

Les transports publics ne gagnent plus de parts de marché. Pour se déplacer en Suisse, l'usage multimodal de la voiture et du train reste prioritaire

Michel Rey - 18 décembre 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/38065

Pour leurs déplacements, les usagers utilisent massivement les transports publics mais ne renoncent pas pour autant à la voiture. C'est le principal enseignement d'une étude menée par le Service d'information pour les transports publics (LITRA), en collaboration avec l'Union des transports publics (UTP) et l'Office fédéral du développement territorial (ARE).